

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 23 JANVIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Le bonimenteur...
- 2) Il rabache !
- 3) Des solutions
- 4) Un problème de taille !!
- 5) Il va « Copé » ferme...
- 6) Le 11 janvier élu président ?!!!
- 7) En panne...
- 8) Il s'énerve dans son coin !...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Effectifs de police, heures sup' : quand Sarkozy s'arrange avec les chiffres



La Police à Sarcelles, le 13 janvier 2013 PATRICK KOVARIK/AFP



Par Guillaume Stoll

Interrogé sur France 2 sur les réductions d'effectifs effectuées pendant son quinquennat, l'ancien chef de l'Etat a répondu sans gêne : "C'est faux". Vraiment ?

L'unité nationale aura fait long feu. Invité mercredi 21 janvier du journal de 20h de France 2, Nicolas Sarkozy a opté pour la réplique plus que pour la concorde en réponse au plan de lutte contre le terrorisme annoncé le jour même par Manuel Valls.

Le président de l'UMP ainsi proposé "de décider immédiatement de rétablir les heures supplémentaires dans la police et les services de renseignement" pour faire face à la menace terroriste. Ce rétablissement des heures supplémentaires représenterait, selon lui, "4.000 équivalents temps plein de plus tout de suite".
Heures sup' : la fausse solution

Cette proposition de l'ancien chef de l'Etat a fait glousser les internautes sur Twitter. Et pour cause : les heures supplémentaires existent déjà dans la police, en atteste cet article disponible sur le site du Syndicat de Défense des Policiers Municipaux.

Au-delà du fait que cette proposition apparaît comme une fausse solution, la proposition sarkozyste se heurte aussi à son bilan sur le plan sécuritaire lorsqu'il était président. Observation du journaliste de France 2 David Pujadas :

“ On pourra vous répondre que pendant votre quinquennat le nombre de personnels de police et de gendarmerie a diminué.”

Réponse de Nicolas Sarkozy :

“ C'est faux, c'est faux, c'est totalement faux.”

Faux ? Vraiment ? Les chiffres parlent pourtant d'eux-mêmes : lors de son quinquennat entre 2007 et 2012, Nicolas Sarkozy a bien supprimé 12.000 postes de policiers et gendarmes notamment dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

Pour justifier sa réponse, l'ex-président s'est en réalité appuyé sur l'évolution des effectifs entre 2002 et 2011 (+1.700 postes), - une période qui comprend son passage au ministère de l'Intérieur de 2002 à 2004 puis de 2005 à 2012. Mais ce n'était pas l'objet de la question de David Pujadas.

nouvelobs.com



Louis Hausalter @LouisHausalter
Certains policiers de la DGSI (et autres) vont être ravis d'apprendre qu'ils ne font pas d'heures sup'... #Sarkozy
21:06 - 21 Janv 2015



Pierre Breteau @pierrebrt
En fait je vois pas comment Sarkozy veut rétablir les heures sup. dans la police. Elles existent déjà. <http://www.franceinfo.fr/actu/>

Pire, ces dernières ont été épinglées à l'été 2013 par un rapport sévère de la Cour des comptes, dénonçant des "dérives". De fait, selon les Sages de la rue Cambon, le taux moyen de l'indemnité horaire pour les heures supplémentaires travaillées de juillet 2011 à juin 2012 avait atteint "26,47 euros au lieu de 12,33 euros", soit plus du double du taux prévu par un décret du 3 mars 2000.

Effectifs de police : bilan arrangé

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Sarkozy refait de la politique

Par La rédaction de Mediapart

Une nouvelle fois, l'ancien chef de l'Etat a évoqué une « guerre de civilisation », terme déjà utilisé juste après les tueries, et contesté jusque dans son propre camp.

Fini l'union nationale proclamée au lendemain des attentats de Paris ! Mercredi soir sur France 2, le président de l'UMP et ancien président de la République, qui modérait ses coups depuis les attaques terroristes, a ressorti les poings pour critiquer abondamment les mesures annoncées par Manuel Valls afin de renforcer le renseignement (lire notre article).

Une nouvelle fois, l'ancien chef de l'Etat a évoqué une « guerre de civilisation », terme déjà utilisé juste après les tueries, et contesté jusque dans son propre camp. « C'est une guerre, c'est notre civilisation qui est en cause. Je crains que la menace continue pendant longtemps. La menace est au plus haut niveau », a-t-il dit. Il estime également que la création de « 340 postes de policiers supplémentaires dans l'année » est « inadaptée face à la réalité de la menace », suggérant de rétablir les heures supplémentaires pour la police et le renseignement, « ce qui correspondra à 4000 équivalents temps plein ». D'après les mesures annoncées par Manuel Valls, 2 680 emplois supplémentaires, dont 1 400 pour le ministère de l'intérieur, seront créés.

Alors que le PS rappelle volontiers que c'est son gouvernement qui a supprimé des milliers de postes au ministère de l'intérieur et désorganisé le renseignement, Nicolas Sarkozy a riposté avec un de ses arguments favoris, la critique des 35 heures, qui aurait « entraîné la suppression de 8000 postes ». Le président de l'UMP a demandé le rétablissement des écoutes téléphoniques ("interceptions de sécurité", en termes techniques) pour les proches des enquêtés, la possibilité de laisser les enquêteurs agir en dehors des procédures judiciaires et proposé la mise en place de « centres de déradicalisation » et le retrait de la nationalité des djihadistes binationaux.

Nicolas Sarkozy a également critiqué les propos du premier ministre, qui avait parlé lors de ses vœux à la presse, ce mardi, d'un « apartheid social, territorial, ethnique » dans notre pays. Il a

dit sa « consternation ». « Comparer la République française à l'apartheid, c'est une faute », a-t-il dit. Saluée par une partie des socialistes, cette comparaison, que Manuel Valls avait déjà faite dans le passé, est critiquée par d'autres et dans le reste de la gauche.

Primaire UMP: il a interrogé Hollande et s'imagine l'affronter en 2017

Par Matthieu Deprieck

Son nom ne vous dit certainement rien mais vous connaissez son visage. En novembre, Hassen Hammou interrogeait François Hollande sur le plateau de TF1. Aujourd'hui, il veut briguer la présidentielle de 2017, via la primaire UMP. Rien que ça.



Hassen Hammou, en compagnie des autres Français invités à interroger François Hollande sur le plateau de TF1 le 6 novembre 2014. AFP/Martin Bureau

lexpress.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Laïcité, «valeurs de la République», mixité... les solutions de Vallaud-Belkacem



Depuis les attentats, la ministre de l'Éducation le crie sur tous les toits : l'école se mobilise pour les valeurs de la République. «L'École est et sera en première ligne, avec fermeté, discernement et pédagogie, pour répondre au défi républicain, parce que c'est son identité et sa mission profonde. École et République sont indissociables. Elles doivent le rester», précise-t-elle dans un dossier de presse, avant de les redétailler lors d'une conférence de presse ce jeudi midi à Matignon.

Les grandes lignes de son plan, pour un coût de 250 millions d'euros sur trois ans, étaient cependant déjà connues : renforcer la transmission des valeurs de la république, lutter contre les inégalités sociales, mieux associer les parents. Voici les principales mesures, beaucoup tenant surtout de la rhétorique, au risque d'irriter les enseignants, tant elles paraissent loin du quotidien des classes.

http://www.dailymotion.com/video/x2faor1_education-najat-vallaud-belkacem-detaille-ses-mesures-en-faveur-de-la-laicite_news

La formation des enseignants

Un plan de formation continue des enseignants et des personnels d'éducation (documentaliste, CPE, directeurs, infirmiers scolaires...) sera lancée. L'idée : les armer suffisamment pour être en mesure d'aborder avec les élèves les questions relatives à la citoyenneté (française et européenne), à la laïcité, à la lutte contre les préjugés. En pratique, une formation de deux jours sera dispensée d'ici la fin de l'année scolaire à 1000 enseignants et personnels, qui auront ensuite la charge «d'accompagner leurs pairs»

dans chaque académie.

Les candidats au concours d'enseignant seront testés à l'examen sur leur capacité «à expliquer et à faire partager les valeurs de la République» . Sans plus de précision sur la nature de cette évaluation : à l'oral ? aux épreuves écrites ?

Transmettre les valeurs de la République

Le ministère annonce la mise à disposition de ressources pédagogiques : un livret questions/réponses juridiques sur les sujets sensibles, des petits films présentant les combats historiques pour la laïcité... En préparation aussi : «un livret opérationnel de prévention et de lutte contre les phénomènes de radicalisation».

Petite révision des programmes à l'école et au collège . Le Conseil supérieur des programmes est chargé de «renforcer le contenu de l'enseignement laïque du fait religieux et de l'éducation aux médias dans les programmes du primaire et du collège.» Comme l'a annoncé François Hollande mercredi, une journée de la laïcité sera célébrée le 9 décembre dans tous les établissements scolaires.

Le fameux «enseignement moral et civique»

Dès la rentrée prochaine, tous les élèves du CP à la terminale, quelle que soit la voie choisie (professionnelle, technique, générale), auront un enseignement moral et civique.

Cette mesure était déjà sur les rails puisque inscrite dans le projet de refondation de l'école de l'ancien ministre Peillon. L'objectif sur le papier : «Permettre aux élèves de bien comprendre le bien-fondé des règles régissant les comportements individuels et collectifs (principe de discipline), de reconnaître le pluralisme des opinions, des convictions et des modes de vie (principe de coexistence des libertés), et de construire du lien social et politique (principe de la communauté des citoyens).»

Cet enseignement viendra s'ajouter à une éducation aux médias, pour « apprendre aux élèves à lire et à décrypter l'information et l'image, à aiguiser leur esprit critique et à se forger une opinion, compétences essentielles pour exercer une citoyenneté éclairée et responsable en démocratie.» Les documentalistes sont en ligne de mire, même si dans les faits, ils le font déjà.

Renforcer les liens avec les parents

Les espaces et/ou temps des parents seront développés dans chaque école. Les proviseurs vie scolaire seront «les référents des associations de parents pour toute difficulté relative au racisme, aux discriminations ou à la remise en cause des valeurs de la République.»

Lutter contre les inégalités

«Le financement des fonds sociaux va être augmenté de plus de 20% afin d'apporter des réponses financières immédiates à la situation d'élèves en difficulté», précise le dossier de presse, rappelant qu'un enfant sur cinq grandit dans un ménage vivant sous le seuil de pauvreté.

De nouvelles évaluations. La ministre veut tester le niveau des élèves en français début de CE2 «à des fins diagnostiques». L'objectif de lutte contre le décrochage scolaire est réaffirmé. «Il s'agit de faire accéder à la qualification – et donc à l'insertion professionnelle – les 620 000 jeunes sortis du système scolaire, aujourd'hui ni en emploi ni en formation, et les 140 000 jeunes qui chaque année quittent l'École sans qualification. Des moyens en crédits budgétaires et en ressources humaines seront déployés à cette fin.»

Autre grand objectif réaffirmé : introduire plus de mixité dans les collèges. Le plan de la ministre ? «Un état des lieux sera établi en 2015-2016 en matière de mixité sociale au sein des collèges publics et privés sous contrat.» Puis, les directions des services départementaux de l'Éducation nationale mettront en place une procédure d'affectation des élèves permettant de renforcer la mixité...

Mobiliser l'enseignement supérieur

La ministre souhaite que soient valorisées les recherches afin d'éclairer le débat public sur les questions relatives à la radicalisation notamment.

libration.fr-Marie PIQUEMAL

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Valls répond à Sarkozy : «Il faut être grand, pas petit»



Hôtel de Matignon (Paris VIIe), ce jeudi. Manuel Valls a répondu à Nicolas Sarkozy, qui l'avait accusé d'avoir commis une «faute» en parlant d'«apartheid», en lui reprochant de vouloir «briser l'esprit du 11 janvier». AFP/ERIC FEFERBERG

Retour à l'envoyeur. Alors que Nicolas Sarkozy a sévèrement condamné ses propos sur l'«apartheid», Manuel Valls lui a tout aussi vertement répondu, ce jeudi.

Face à l'ancien chef de l'Etat, qui a attaqué en piqué mercredi soir sur France 2 en fustigeant une «faute», le Premier ministre l'a joué au-dessus de la mêlée, appelant chacun à «se hisser au niveau de l'exigence des Français» après les attentats qui ont frappé la France début janvier.

Questionné lors d'une conférence de presse de la ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem sur les propos de Sarkozy, Manuel Valls lâche un grinçant : «Dans ces moments-là, tout le monde, et à commencer par les responsables politiques, ceux qui gouvernent, comme ceux qui hier ont gouverné, doivent être grands, pas petits.»

Valls : «Il ne faut pas penser à soi»

Lui qui s'est targué la veille, à l'Assemblée, de vouloir «incarner» l'unité nationale accusée (sans le nommer) Sarkozy de «briser l'esprit du 11 janvier». Voilà pour l'ancien président de la République, coupable aux yeux de Valls de s'engouffrer dans la «polémique» et le «débat inutile». «Dans ce moment-là, il ne faut pas penser à soi, à je ne sais quelle échéance, il faut penser à la France, aux Français», sermonne encore le chef du gouvernement.

Et alors que le président de l'UMP avait enfilé la veille le costume de chef de l'opposition,

formulant ses propres propositions en matière de lutte contre le terrorisme (voir encadré ci-dessous), Valls éreinte : «Je n'ai pas vu moi, hier, de critiques particulières significatives par rapport aux propositions, aux actions, que nous avons engagées en matière d'ordre républicain.»

Preuve que la parenthèse de l'unité nationale s'est refermée mercredi soir, avant même la piquante réaction du Premier ministre, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, a accusé ce jeudi matin Sarkozy de se complaire «dans un jeu de posture, de chamaillerie, de politicaille». Réponse de la numéro 2 de l'UMP, Nathalie Kosciuko-Morizet : «Je lui laisse son agressivité.» Les hostilités ont bien repris.

VIDEO. La réplique de Valls à Sarkozy

http://www.dailymotion.com/video/x2faq47_valls-a-sarkozy-il-faut-etre-grand-pas-petit_news

Débat sur les heures supp' dans la police

Mercredi soir, Nicolas Sarkozy a proposé «de décider immédiatement de rétablir les heures supplémentaires dans la police et les services de renseignement». Façon, a défendu le président de l'UMP, de créer «4000 équivalents temps plein de plus tout de suite», alors qu'avec les mesures budgétaires annoncées par le gouvernement les renforts mettraient entre deux et cinq ans à arriver, selon lui.

Une proposition balayée par les membres du gouvernement, ce jeudi matin. «Je m'interroge parce que je pense que dans la police, il y a déjà des heures supplémentaires et énormément!» a fait remarquer Stéphane Le Foll. «Vous croyez qu'ils ne travaillent pas en ce moment? Vous croyez qu'ils ne font pas des heures supplémentaires?», a renchéri le ministre des Finances, Michel Sapin, sur France Info.

L'UMP n'a pas tardé à répliquer, son secrétaire national à la sécurité, et ancien syndicaliste policier, Bruno Beschizza, s'étonnant que Michel Sapin «ignore que les heures supplémentaires qu'effectuent les services de police, à l'exception des CRS, ne donnent lieu qu'à récupération sous forme de repos et non à une indemnité». «Chaque fonctionnaire de police s'il travaille une heure de plus à un moment donné, devra donc travailler une heure de moins à un autre moment», explique-t-il dans un communiqué.

Les syndicats de police se sont pour leur part

déclarés «dubitatifs» ou «surpris», relevant que le temps de travail des policiers est «depuis des années un vrai casse-tête».

leparisien.fr

V) Affaire Bygmalion: le bureau de Jean-François Copé à l'Assemblée perquisitionné

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet



Le bureau de Jean-François Copé a été perquisitionné jeudi 22 janvier. |

Nouveau pas dans l'affaire Bygmalion. Au lendemain de la levée de l'immunité parlementaire de l'ex-trésorier de la campagne de Nicolas Sarkozy, c'est Jean-François Copé qui est visé. L'ancien président de l'UMP a vu son bureau de l'Assemblée nationale perquisitionné jeudi 22 janvier.

Selon RTL, le député de Seine-et-Marne "est rentré spécialement de province pour pouvoir être présent aux côtés des policiers ce matin. Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone avait préalablement donné son accord aux forces de l'ordre".

Le JDD affirme que son domicile parisien a également fait l'objet d'une perquisition de même que son cabinet d'avocat. La mairie de Meaux et sa permanence parlementaire aurait également reçu la visite de la police judiciaire. Les enquêteurs cherchent à déterminer quel rôle Jean-François Copé, alors secrétaire général de l'UMP, a pu jouer dans cette affaire de fausses factures éditées au détriment du parti afin que les comptes de campagne de Nicolas Sarkozy en 2012 ne dépassent pas le plafond autorisé.

L'affaire Bygmalion c'est quoi ? par LeHuffPost

http://www.dailymotion.com/video/x1x4b19_l-affaire-bygmalion-c-est-quoi_news

C'est l'éclatement de cette affaire au lendemain des européennes de mai 2014 qui a poussé l'ancien président de l'UMP à quitter son poste, entraînant le retour de Nicolas Sarkozy au premier plan. Jean-François Copé a été éclaboussé par l'affaire dans la mesure où plusieurs de ses proches (Guy Alves et Bastien Millot) étaient à la tête de la société Bygmalion dont l'une des filiales Event et Compagnie était chargée d'organiser certains meetings de Nicolas Sarkozy.

L'avocat de la société ainsi que Jérôme Lavrilleux (ancien directeur de cabinet de Jean-François Copé) ont reconnu l'existence d'un système de fausses factures. Une enquête a donc été ouverte pour abus de confiance puis étendue au délit de financement illégal d'une campagne électorale, ce qui pourrait directement viser Nicolas Sarkozy. Pour l'heure sept personnes ont été mise en examen, Jérôme Lavrilleux étant le seul élu politique.

huffingtonpost.fr

VI) François Hollande, lui, Président d'après le 11 janvier

Jean-Marie Colombani



François Hollande avec les chefs d'Etat et de gouvernement le 11 janvier

Hier décrié, voire méprisé, il est désormais reconnu pour ce qu'il est: un président à la hauteur de sa tâche, révélé à lui-même et au pays dans et par l'épreuve. Il faut maintenant qu'il parvienne à donner une traduction concrète à l'aspiration à l'unité du pays.

Poser la question de la situation politique de François Hollande conduit à s'interroger sur la portée du mouvement du 11 janvier: quatre millions de personnes dans les rues et le plus

souvent, dans les villes petites ou moyennes, trois habitants sur quatre pour marcher et se proclamer «Charlie».

Pour les uns, il s'agit d'un immense choc émotif, qui aura tôt fait de se dissiper: nos divisions reprendront le dessus. Pour d'autres –dont je suis– ce sursaut républicain traduit une aspiration plus profonde à l'unité, dictée par la conscience du danger et des défis que nous devons affronter.

La situation a changé

En ce sens, il peut y avoir un avant –dominé par l'idéologie du déclin, celui d'une société en voie de déconstruction– et un après, façonné par une société qui redécouvre ses propres valeurs et ses vertus. Il n'y a, selon l'expression de François Hollande, «qu'une seule communauté nationale». Et, pourrait-on ajouter, qui aspire à le redevenir.

Dans le premier cas, la spectaculaire remontée de la cote de popularité du président est semblable à celle dont avait bénéficié François Mitterrand au moment de la guerre du Golfe. Il s'agit, comme le dit l'UMP, d'une «bulle» qui a vocation, aidée par l'opposition, à se dissiper au plus vite. Dans le second cas, François Hollande peut faire de la seconde moitié de son quinquennat un succès. Peut-être pas pour lui-même, mais à coup sûr pour le pays.

A ce stade, le paysage politique reste inchangé: la gauche est minoritaire et divisée; elle s'apprête à subir deux lourdes défaites aux cantonales et au régionales; la droite est en situation de remporter l'élection de 2017 quel que soit son champion; et l'extrême droite reste donnée présente au seconde tour de la présidentielle comme en 2002.

Un pays qui aspire à l'unité

Mais la situation du président a changé. Hier décrié, voire méprisé («il ne nous représente pas»), il est désormais reconnu pour ce qu'il est: un président à la hauteur de sa tâche, révélé à lui-même et au pays dans et par l'épreuve. Il nous représente, enfin! Et même s'il reste minoritaire dans l'opinion, le regard de ses compatriotes a changé.

Il a imposé le respect et incarné l'essence de sa fonction: l'unité. Au passage, il rend caduque la posture de celui qui reste son principal adversaire: Nicolas Sarkozy voulait apparaître comme le président que François Hollande ne savait pas être. Ce schéma a vécu. François Hollande

retrouve un socle à partir duquel il peut de nouveau agir. Sans doute pour une période assez brève, à l'égal de la brièveté qui suit une élection présidentielle.

Sarkozy voulait apparaître comme le président que Hollande ne savait pas être. Ce schéma a vécu

Avant les tragédies des 7, 8 et 9 janvier, François Hollande avait engagé une tentative de réconciliation avec son propre électorat. En mettant en avant la justice comme fil conducteur d'une action nécessairement tournée vers le rétablissement des comptes publics et de la compétitivité des entreprises. Car la seule élasticité possible dans l'opinion résidait dans la reconquête de son électorat de premier tour, déçu et travaillé au corps par une extrême gauche hétéroclite (des frondeurs à Jean-Luc Mélenchon en passant par le PCF et Cécile Duflot) mais virulente. Ce travail doit bien sûr continuer. Mais François Hollande a sans doute déjà regagné le droit de se représenter! En témoigne la proclamation de son porte-parole, Stéphane Le Foll, selon laquelle «il n'y a pas d'alternative à gauche».

Après le 11 janvier, le président peut aussi s'appuyer sur l'aspiration du pays à l'unité. A la condition d'être capable de donner à celle-ci une traduction concrète. Qui aille au-delà de la lutte contre le terrorisme, au reste parfaitement cadrée par Manuel Valls: «Des mesures exceptionnelles, oui! Pas des mesures d'exception!» François Hollande peut aussi choisir quelques grands sujets, ouvrir deux ou trois grands chantiers républicains et solliciter, sur ces terrains choisis par lui, une approche bi-partisane. A commencer par l'école; ou bien l'idée d'un service civique obligatoire qu'il avait lui-même déjà évoqué; voire le rôle des entreprises dans un ascenseur social réputé en panne.

Les difficultés seraient ici considérables parce que l'opposition compte bien continuer à... s'opposer. Exemple: la loi Macron, ce «petit arrosoir sur la croissance», comme l'a si bien dit Valérie Pécresse; elle pourrait être votée très au-delà de la majorité actuelle; mais, à droite, les meilleurs esprits rivalisent de références à François Mitterrand qui leur aurait enseigné que l'opposition doit exclusivement s'opposer...

L'économie, toujours

En second lieu, parce que la traduction politique

ultime de l'unité devrait être une grande coalition. Banalité partout ailleurs en Europe. Impossibilité en France! Créer les conditions d'une coalition conduirait à réintroduire la représentation proportionnelle. Cette fois, François Hollande se heurterait à l'ambition de son Premier ministre qui a déjà prévenu que ce serait pour lui une occasion de sortie du gouvernement au motif que la proportionnelle amènerait 150 députés du Front national.

La probabilité est donc que François Hollande mise aussi, et peut-être avant tout, sur ce qui lui a fait jusqu'à présent le plus défaut: le rétablissement de l'économie et, à terme, le recul du chômage. Car la conjonction de la baisse de l'euro, de celle du prix du pétrole et de l'action résolue de la Banque centrale européenne –c'est-à-dire des transferts massifs au bénéfice de l'Europe– recrée bel et bien les conditions d'une seconde chance. Avant 2017!

slate.fr

VII) Mélenchon, Duflot... : le Hollande bashing, ça ne marche plus !

Les attaques personnelles contre le président étaient particulièrement pratiquées à l'extrême gauche. Elle va devoir trouver un nouvel angle d'attaque.



Jean-Luc Mélenchon concentrait ses attaques contre Hollande, "un capitaine de pédalo", "pire que Sarkozy". © Romain Lafabrière / AFP

Par Charlotte Chaffanjon

France Inter : Ce matin, vous vous intéressez à l'autre gauche, pour elle aussi, c'est une nouvelle donne après les attentats de Paris. Comment voit-elle son avenir ?

L'autre gauche, c'est celle qui se considère comme la vraie gauche, comparée à celle de François Hollande et Manuel Valls. Je parle de Cécile

Duflot, de Jean-Luc Mélenchon ou encore du communiste Pierre Laurent. Avant les attentats, ils s'activaient pour mettre en place une alternative au pouvoir. Ils cherchaient une solution pour fédérer leurs forces. Eh bien, aujourd'hui, même si tout le monde s'accorde à dire que rien ne sera plus jamais comme avant, leur plan n'a pas changé. On l'a vu lundi soir, ils étaient en meeting à Paris pour soutenir le Grec Alexis Tsipras. Avec son parti Syriza, il a des chances d'emporter les législatives anticipées dans son pays, sur un discours anti-austérité.

On ne va pas leur reprocher d'être constants...

Non, c'est sûr. Sur le fond d'ailleurs, ils n'ont pas de raison de se taire. Ils plaident depuis le début pour une réorientation de la construction européenne, pour la lutte contre le libéralisme qui est responsable, selon Jean-Luc Mélenchon, du "martyre des peuples". Que l'on soit d'accord ou pas, ces débats doivent reprendre, ces débats doivent se poursuivre. Mais du côté de la stratégie politique, il faut tout revoir...

Pourquoi ?

Parce que ça ne fonctionne plus. Je m'explique. Leur stratégie était assez transparente : le but était de lever des forces sur l'échec de la présidence de François Hollande. Bien sûr, ils déploraient le manque de résultat, mais ils le ciblaient surtout lui, personnellement. Ils regrettaient son style, ils se moquaient de sa manière d'exercer le pouvoir. "Hollande est nul", c'est "un capitaine de pédalo", "c'est le pire de tous, c'est même pire que Sarkozy", répétait Mélenchon partout. "Hollande va mener son propre camp à la catastrophe", ça, c'est pour Pierre Laurent. "À force d'avoir voulu être le président de tous, François Hollande n'est le président de personne", écrivait Cécile Duflot...

C'est vrai qu'ils ne lui épargnaient rien...

Oui, on peut même dire qu'ils avaient tiré une croix sur lui. Sauf qu'avec sa gestion, saluée par l'opinion, des événements dramatiques que la France vient de traverser, le président rend toutes ces critiques-là beaucoup plus difficiles à proférer... voire impossible. D'ailleurs, beaucoup des adversaires de François Hollande font face à ce problème aujourd'hui. Je pense à Nicolas Sarkozy, qui lui aussi a plusieurs fois dit que François Hollande était "vraiment nul". Le patron du PS Jean-Christophe Cambadélis en est persuadé : "L'argument François Hollande est un amateur ne pourra plus être utilisé."

Ce qui n'empêchera évidemment pas les critiques sur sa politique de revenir, ce qui n'empêchera pas non plus l'impatience légitime dans l'attente de résultats. Mais peut-être sur un registre moins personnel et plus rationnel...

lepoint.fr

VIII) Le Foll réplique à Mélenchon et Duflot : «Il n'y a pas d'alternative à gauche»



Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement Crédits photo : STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

LE SCAN POLITIQUE - Le porte-parole du gouvernement accuse la gauche radicale de céder à la tentation «irresponsable» de favoriser l'échec du gouvernement et du PS.

«**À gauche, il faut se rassembler**», lance Stéphane Le Foll ce mardi matin au micro de RTL. Se rassembler, oui, mais autour de l'exécutif. Le porte-parole du gouvernement n'a visiblement que moyennement apprécié le rassemblement des partisans d'une alternative de gauche au PS, à l'occasion d'un meeting de soutien lundi soir à Syriza. Communistes, écologistes et déçus du socialisme s'étaient en effet réunis lundi soir au gymnase Japy, à Paris, enthousiastes face aux perspectives de succès dont bénéficie la coalition de la gauche anti-austérité aux élections législatives grecques de dimanche.

«Ils souhaitent un échec pour la gauche qui gouverne. Ils considèrent pour voir créer une alternative de gauche» a déploré Stéphane Le Foll. «Il n'y a pas du tout d'alternative à gauche, il n'y que la gauche qui gouverne», a-t-il martelé. Le ministre de l'Agriculture a regretté de voir dans ce rassemblement l'une de ses anciennes collègues de son gouvernement: Cécile Duflot. Cette

dernière a même esquissé un mea-culpa pour sa participation à un pouvoir qu'elle brocarde désormais «Là encore c'est toujours le mot d'échec qui est toujours et encore répété», s'agace Stéphane Le Foll.

<http://bcove.me/4etlj3aj>

«Il faut gouverner quoi qu'il arrive, avec le sens de la responsabilité, et l'exigence nécessaire pour un grand pays comme la France», avait estimé un peu plus tôt Stéphane le Foll. Comme un écho aux accusations d'irresponsabilité dont fait régulièrement l'objet le programme de Syriza en Grèce, au vu de la situation de crise économique dans le pays. «La France n'est pas du tout dans la situation que connaît la Grèce!», s'est encore agacé le porte-parole du gouvernement.

lefigaro.f

aujourd'hui est de savoir "comment on peut mettre tous nos moyens dans la lutte contre le terrorisme".

"Par exemple , tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut donner plus de moyens à nos services de renseignement, plus de moyens humains et financiers, tout de suite, et plus de moyens juridiques dès que possible. Eh bien moi, je veux qu'on mette toutes nos forces là-dedans. Sans esprit de polémique", a-t-elle insisté.

Interrogé jeudi sur les propos du président de l'UMP qui s'était dit "consterné" mercredi par le mot "apartheid" employé par le Premier ministre, M. Le Foll a répondu qu'il ne comprenait "pas que, dans ce débat où on doit être à la hauteur des enjeux, on soit dans un jeu de posture, de chamaillerie, de politicaillerie".

lepoint.fr-AFP

NKM dénonce "l'agressivité" de Le Foll à l'égard de Sarkozy



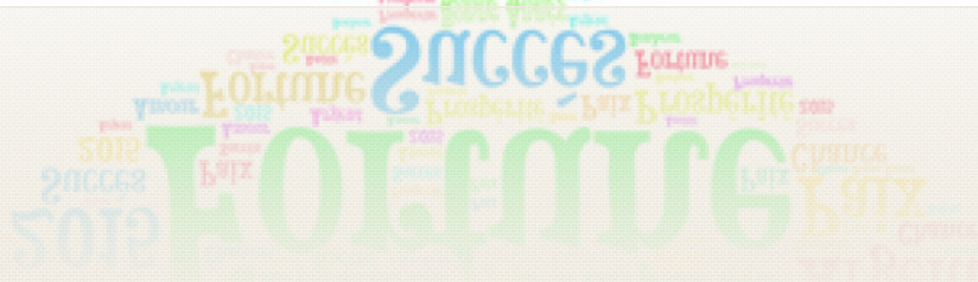
L'ancien président Nicolas Sarkozy et Nathalie Kosciusko-Morizet, lors d'une conférence de presse le 17 janvier 2015 © AFP/Archives - Lionel Bonaventure

Nathalie Kosciusko-Morizet, vice-présidente déléguée de l'UMP, a dénoncé "l'agressivité" de Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement, à l'égard de Nicolas Sarkozy, qui se livrerait, selon lui, à de la "politicaillerie", jeudi sur RCJ.

"Je lui laisse son agressivité et je suggère qu'en ces temps, chacun réserve son agressivité et son énergie au combat fondamental contre le terrorisme jihadiste, qui est le nôtre, à tous", a déclaré Mme Kosciusko-Morizet.

Selon la numéro deux de l'UMP, la question

LAPRESSEENREVUE.EU



A Suivre...
La Presse en Revue